

PROTECTION INTERNATIONALE ET DROIT AU TRAVAIL

A partir du moment où vous arrivez en Italie et présentez une demande de protection internationale, vous êtes défini comme "demandeur d'asile". L'évaluation de votre demande peut prendre plusieurs mois, mais 60 jours après avoir soumis la demande, vous pouvez commencer un travail.

EN ITALIE, LES DEMANDEURS D'ASILE PEUVENT :

- travailler 60 jours après avoir formalisé la demande d'asile, c'est-à-dire à partir de remplir le "modèle C3" ;
- s'inscrire auprès du Centre pour l'emploi (services publics présents dans toute l'Italie, qui aident les personnes à trouver un emploi).

La Questura vous délivre le récépissé prouvant que vous avez déposée une demande de protection internationale. Le récépissé contient généralement une photo d'identité, la date de naissance, le code fiscal et un code, appelé Vestanet ID, c'est-à-dire un numéro d'identification du demandeur d'asile.

Ce récépissé est un titre de séjour temporaire, il vaut comme pièce d'identité et vous permet de travailler.

LES DEMANDEURS D'ASILE PEUVENT-ILS TRAVAILLER MÊME SANS CARTE D'IDENTITÉ ?

S'ils ne sont pas inscrits à l'état civil, donc même en l'absence de carte de séjour et d'identité, les demandeurs d'asile peuvent être employés avec un contrat régulier et inscrits auprès des Pôles d'Emploi : le domicile suffit à la délivrance de la DID (Déclaration d'Immédiate Disponibilité pour le travail) et pour l'accès aux autres services offerts par les Centres d'emploi.



QU'EST-CE QUE LA PROTECTION INTERNATIONALE ?

La protection internationale représente le système de normes visant à garantir, sauvegarder et protéger les droits fondamentaux de la personne obligée à s'enfuir du Pays de citoyenneté ou de demeure habituelle à cause de la crainte fondée de subir des persécutions personnelles ou de graves préjudices, qui se trouve dans un des Pays où la Convention de Genève du 1951 concernant le statut des réfugiés est en vigueur. L'Italie fait partie de ces pays.

La protection internationale comprend le statut de réfugié et le statut de la protection subsidiaire (lorsqu'il n'a pas été possible de démontrer une persécution personnelle au sens de la convention de Genève, mais qu'il est estimé qu'il risque de subir un préjudice grave en cas de retour dans son pays d'origine).

RAPPELLE-VOUS

- Avoir un contrat de travail ne donne pas le droit au demandeur d'asile d'obtenir un permis de séjour pour des raisons de travail. En effet, votre séjour en Italie dépend de l'évaluation de votre demande d'asile. Par conséquent, le titre de séjour pour demande d'asile ne peut être transformé en titre de séjour pour motif de travail.
- Si vous avez obtenu le statut de réfugié ou la protection subsidiaire, vous avez le droit de demander le regroupement avec votre famille et, après 5 ans de séjour en Italie et en présence de certaines conditions, vous pouvez demander la délivrance du permis de séjour UE pour les résidents long terme.
- Le permis de séjour pour protection internationale délivré par l'État italien ne permet pas d'exercer une activité professionnelle dans un autre État membre de l'UE.



SI VOTRE DEMANDE D'ASILE EST REJETÉE, POUVEZ-VOUS TRAVAILLER ?

Dans le cas où un demandeur d'asile n'obtiendrait pas de réponse positive de la Commission territoriale, il est possible de faire appel de cette décision, en première instance devant le Tribunal ordinaire, avec l'assistance d'un avocat qui peut demander l'assistance juridique gratuite.

Une fois le recours a été déposé, le titre de séjour du demandeur d'asile est renouvelé en tant que "demandeur- récurrent" et peut continuer à travailler pendant toute la durée du recours.

GLOSSAIRE



- **Commission territoriale** : La Commission territoriale de Reconnaissance de la Protection internationale a pour mission d'évaluer et de décider sur la demande de protection internationale, après avoir entendu le demandeur d'asile. Il peut décider d'accorder le statut de réfugié, la protection subsidiaire ou refuser la demande.
- **Aide juridique gratuite** : il s'agit d'une assistance juridique gratuite à ceux qui ne peuvent pas se permettre de payer les frais d'un procès, qui sont donc pris en charge par l'État italien. En plus d'avoir un permis de séjour régulier, pour y avoir droit, vous devez également démontrer que vous avez un revenu ne dépassant pas env. 11 400 € (le chiffre exact est mis à jour tous les deux ans).
- **Déclaration de disponibilité immédiate (DID)** : C'est une déclaration qui détermine formellement le début de l'état de chômage. Vous pouvez le faire sur le portail Anpal, avec l'aide des opérateurs du Pôle Emploi ou du patronat.

QUI CONTACTER ?



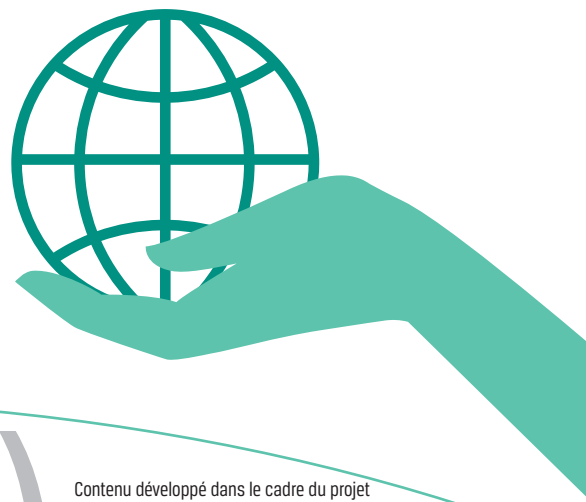
Pour la protection subsidiaire et d'autres formes de protection internationale ou nationale, vous pouvez contacter la « Questura » la préfecture de police, tandis que pour le permis de séjour pour asile, vous pouvez contacter le Patronat.

PATRONAT

LE PATRONAT FOURNIT INFORMATION, CONSEIL ET ASSISTANCE SUR:

- Retraites;
- Accidents du travail et maladies professionnelles;
- Invalidité et handicap;
- Aide sociales: allocations familiales, chômage, congé maternité;
- Immigration: demande et renouvellement d'une carte de séjour.

La plupart des services offerts par le Patronat est gratuit.



Projet cofinancé par



Grâce au Fond caritatif et d'œuvres sociales et culturelles de Intesa Sanpaolo

Contenu développé dans le cadre du projet
«Engaging Pakistani Diaspora in Italy for
promoting Decent Work in Pakistan»



International
Labour
Organization